



La peur du **rouge** en Europe, démocratie en danger

Janvier 2013

Introduction

Avec la chute du Mur de Berlin et la disparition des anciens gouvernements communistes, l'idéologie libérale s'est imposée, partout en Europe, comme le seul mode de pensée politique, économique et social. La pensée unique, portée par de puissants lobbies et véhiculée complaisamment par les grands médias, a fait office de loi universelle, étouffant dans l'œuf toute velléité d'alternative.

Dans ce contexte, les gouvernements d'Europe de l'Est, pour intégrer l'Union Européenne, ont fait preuve d'allégeance, adoptant avec une rapidité et un zèle époustouflants, les règles du sacro-saint néolibéralisme. Face à ce rouleau compresseur, les poches de résistances se sont montrées jusqu'ici bien dérisoires.

Si la crise systémique a démontré les profondes limites du système inspiré par cette pensée unique, ses partisans n'en ont pas moins bâti une société entièrement vouée aux intérêts des marchés et plus singulièrement des marchés financiers. L'union européenne se pose en garant de ce système infligé à tous les pays européens qu'ils soient dirigés par la droite ou par la social-démocratie.

Et la crise de la dette n'a fait qu'aggraver cette situation contre laquelle commencent à émerger des mouvements sociaux à l'échelle des Etats qu'il conviendrait d'unifier en un vaste mouvement social européen. Plus que jamais, la lutte des classes, que la pensée unique avait rangé dans le placard des idéologies passées, s'impose comme une réalité vécue au quotidien.

La grande bourgeoisie ne s'y est d'ailleurs pas trompée. Elle a déjà mis à l'abri du contrôle populaire des lieux de décisions stratégiques importants. Tout ce qui défend les intérêts des peuples est catalogué de populiste. Et l'offensive de classe menée par la bourgeoisie ne s'arrête pas là.

Dans la plupart des pays de l'Est européen, l'offensive anticommuniste bat son plein. Comment expliquer ce paradoxe alors que le communisme y serait irrémédiablement mort ? Comment, sinon parce qu'il faut y briser ce qui reste d'acquis et de droits sociaux ? Et dès lors broyer, interdire tout ce qui pourrait remettre en question la machine néolibérale ?

L'offensive porte aussi sur le mouvement social lui-même en jetant le discrédit sur les organisations syndicales et les militants syndicaux, entravant par tous les moyens le droit de grève, criminalisant les militants d'associations contestataires (altermondialistes, environnementalistes...) en les assimilant, si besoin est, à des terroristes...

Parallèlement, la droite nationaliste voire fasciste pavoise. Elle est ouvertement réhabilitée dans certains pays de l'Est européen. Elle a fait son entrée dans des gouvernements de l'Europe occidentale : hier en Italie dans le gouvernement de Berlusconi, au Danemark ou en Grèce ; aujourd'hui en Hongrie.

Il apparaît donc qu'à travers l'anticommunisme, c'est à la résistance au système lui-même que la droite s'attaque et donc à la démocratie. Celle-ci reste donc clairement un enjeu de classe, un défi que la gauche se doit de relever.

C'est ce à quoi le séminaire des 18 et 19 janvier organisé à Dampremy par l'ACJJ, l'asbl le Progrès, le Parti communiste Wallonie-Bruxelles et le Parti de la Gauche Européenne vous propose de réfléchir.

Jean-Pierre Michiels
Président de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

1^{ère} partie

Approche des enjeux de l'anticommunisme

Le déclin de la démocratie en Europe (déliquescence des pouvoirs législatifs, décisions prises par des instances non élues...) correspond à la fois à la montée de l'extrême-droite et à une recrudescence généralisée de l'anticommunisme.

L'anticommunisme sous couvert de « conflit des mémoires »

par Jean-Marie Chauvier, journaliste

Qu'est-ce qui peut bien motiver, vingt ans après « la mort du communisme » le nouvel acharnement sur le cadavre que manifestent une série récente d'ouvrages, d'émissions de télévision, de lois et de résolutions « mémorielles » dans plusieurs pays et au niveau des institutions européennes ? Que nous vaut le retour en force des thèmes de la Grande Terreur stalinienne, du Goulag et, plus récemment la mise en cause des crimes commis ou présumés commis par l'Armée Rouge et les Partisans soviétiques, voire les Brigades internationales en Espagne ou les Résistances antifascistes en Grèce, Yougoslavie, Italie, France etc., de plus en plus souvent stigmatisées ? Comment comprendre ces « dénonciations des communistes » ou ce regain d'« anti-stalinisme » dans un contexte ambiant où triomphent les thèses du néolibéralisme et de la « guerre humanitaire », et où les écoliers de nouvelle génération ignorent pratiquement tout de l'histoire des communismes et des mouvements ouvriers et révolutionnaires ? A l'heure où, par contre, des défilés d'anciens SS et de leurs actuels admirateurs battent l'asphalte en Ukraine occidentale et en Lettonie, les bustes et monuments à leur gloire se substituant aux statues de Vladimir Ilitch Lénine ?

La raison première, dans les anciens pays de l'Est et en ex-URSS, c'est qu'une masse phénoménale d'informations précédemment dissimulées par les pouvoirs « communistes » ne cesse de se répandre depuis plus de vingt ans dans les médias.

Il ne se passe pas de semaine sans « révélation ». De sorte que la mémoire de la Terreur stalinienne et de la Grande Guerre Patriotique sont plus présentes que jamais. En conflit avec la mémoire russe se manifestent celles des populations baltiques et ukrainiennes ou tatares de Crimée et tchéchène qui ont eu à subir les représailles soviétiques après la libération du fascisme. De même, en Allemagne se libère et s'exprime la mémoire longtemps refoulée des violences infligées aux Allemands lors des déplacements forcés des Allemands de Prusse Orientale, de Silésie, des Sudètes de Tchécoslovaquie. L'accent est généralement mis, chez nous depuis peu, sur les violences commises par l'Armée Rouge, mais les Allemands se souviennent aussi du bombardement anglo-américain massif des populations de Dresde et Hambourg – et que dire des Japonais aux souvenirs d'Hiroshima et Nagasaki ? Ce retour des mémoires refoulées, s'accomplissant dans une relative amnésie des collaborations est-européennes au génocide nazi, peut également nourrir des sentiments de revanche. D'une certaine façon, d'ailleurs, les forces nationalistes et fascistes vaincues en 1920 par l'Armée Rouge et en 1945 par la même armée et ses alliés peuvent, depuis l'effondrement soviétique de 1989-91, savourer une certaine revanche. N'assiste-t-on pas, en Russie, à une réhabilitation du tsarisme et de la contre-révolution ? Et en Ukraine, en Hongrie, en Roumanie, à la réhabilitation de « héros » et de mouvements fascistes des années 30-40 ?

Très logiquement, le discours anticommuniste adopté par les nouveaux pouvoirs postcommunistes après 1989 s'est emparé de ces causes. La campagne anticommuniste s'est fondée et prend toujours appui sur le nouvel afflux d'archives soviétiques jusque là tenues au secret et qui confirment le recours des pouvoirs « communistes » à la terreur et au meurtre de masse, dès la guerre civile et jusqu'à la mort de Staline. Les communistes « demeurés » qui tentent de nier ou de minimiser cette violence font évidemment fausse route.

J'observe en l'occurrence, au sein de milieux de gauche, cinq types de réactions tant à l'Est qu'à l'Ouest :

- premier type : la négation ou la minimisation des crimes commis au nom du communisme. Position « négationniste » inacceptable et sans avenir.
- deuxième type : rejet compulsif, anticommunisme rageur des anciens communistes « trompés » ou d'anciens opposants de gauche au stalinisme acharnés dans le « règlement de comptes ». C'est une

autre forme d'aveuglement et, en tout cas, une vision excessivement idéologiste. L'Histoire des sociétés de l'Est n'est pas l'histoire d'une Idée accomplie ou trahie, fût-elle rebaptisée « Illusion » ou « Utopie meurtrière ».

- troisième type : « on tourne la page », on ne parle plus de ces dérangeantes histoires et on passe à autre chose, place aux nouvelles Utopies, qui n'auraient pas à tenir compte des expériences du passé. On renonce alors à comprendre l'histoire et le monde réel, au profit de rêveries sans fin.
- quatrième type : on regarde tout cela de loin, avec distance, Staline n'étant plus apprécié qu'en termes « géopolitiques ». Un peu comme Gengis Khan ou Napoléon. C'est une forme de sagesse. Mais c'est aussi une façon de ne pas analyser ce que représente le stalinisme du point de vue des idéaux d'émancipation qui étaient ceux du communisme. La part d'antinomie ne doit pas être ignorée, à moins d'en encore entretenir de fatales confusions.
- cinquième type : on cherche à s'informer et surtout à mieux comprendre cette histoire qui fut aussi la nôtre, sans verser dans l'indifférence ou le cynisme « postmoderne », mais sans que cela paralyse pour autant la recherche et la lutte pour de nouvelles voies d'(auto) émancipation. C'est la position qui a ma préférence.

L'émancipation n'est assurément pas la préoccupation première des pouvoirs, des fondations, des banques et autres possédants qui ont fait de l'anticommunisme leur cheval de bataille après que le prétendu « communisme » eut été vaincu. Il ne faut donc pas se laisser piéger par leurs discours. C'est ce que comprennent fort bien des militants de l'émancipation sociale en Russie : la critique indispensable et la rupture avec les errements du passé soviétique ne les empêchent ni d'apprécier une part de l'héritage socialiste, ni de se battre pour le retour à l'enseignement et aux soins gratuits, pour le droit au logement et une extension des droits des travailleurs plutôt que leur limitation à laquelle on assiste depuis une vingtaine d'années. Ce n'est pas parce qu'on se félicite de la fin de l'arbitraire du parti unique et de la nomenklatura que l'on doit se soumettre à celui d'un nouveau patronat de combat.

Il en va de même dans nos contrées, où le discours de la compétitivité, de l'antiétatisme et de l'anti-assistanat – identique à celui servi aux ex-Soviétiques depuis 1991 – sert d'argumentaire à une immense régression sociale. Chacun a bien compris que la « peur du Rouge » qui avait si bien contribué aux progrès sociaux et politiques au lendemain de 1917 et de 1945, en disparaissant après 1989, a « libéré » des forces de régression et de guerre que retenait précédemment l'existence même de l'Union soviétique. Qu'on l'aime ou pas, elle avait au moins cette utilité-là : celle du contrepoids à l'ultra-capitalisme et à l'impérialisme américain et, du même coup, de l'idée même (fût-elle dévoyée) d'une Alternative à cet ordre mondial.

Ce dernier argument ne fera certes pas l'unanimité : tant à droite que, désormais dans une grande partie de la gauche, social-démocrate, postcommuniste, écologiste et de la (post) extrême-gauche, on est convaincu que, face à « l'Empire du Mal » (URSS), au « socialisme du Goulag », la puissance des Etats-Unis et de l'OTAN incarnait « l'Empire du Bien », ou du moindre mal, et qu'il en est de même aujourd'hui, face « aux dictatures » et « au terrorisme ». L'anticommunisme nouveau, c'est également cela : le ralliement d'une grande partie des gauches occidentales aux politiques néolibérales et aux « guerres humanitaires ». En d'autres termes, le rejet radical et définitif des héritages socialistes à l'Est a pour fonction de justifier, ici et maintenant, des choix « de classe » qui tournent le dos au monde des exploités et des opprimés, aux traditions de lutte du mouvement ouvrier et socialiste, donc au message émancipateur du communisme.

L'anticommunisme « post-communiste » en Occident

Par rapport à l'URSS et à son communisme, une évolution en zigzags s'est produite dans l'opinion occidentale. Jusqu'à la veille de leur démantèlement tumultueux, nos médias s'en tenaient, vers 1985-86, à la thèse du « totalitarisme » uniforme et inamovible. Aveugles à tous les changements et mûrissements en cours. Puis, en même temps que la CIA, ils ont découvert, sans jamais le comprendre, le changement et le « magicien » qui d'un coup de baguette magique rendit le communisme soviétique sympathique. Ce fut la « gorbymania ». Elle dura juste le temps que surgisse le nouvel héros : Boris Eltsine, le démocrate bien conseillé par le FMI et les experts en néolibéralisme de Harvard. On pouvait alors remettre le vieux disque du « totalitarisme » enfin déchu et applaudir à la victoire du Marché et des Libertés. On se souviendra qu'une première vague d'anticommunisme « postsoviétique » s'était levée en Occident après la fin de l'URSS, à peine avait-on félicité le leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev d'avoir « libéré les peuples » d'Europe centrale et laissé tomber le Mur de Berlin. La « mort du communisme », loin d'apaiser ses ennemis, leur fit redoubler d'ardeur dans la dénonciation du défunt. Simultanément, l'OTAN, loin d'être promis à la « dissolution des blocs » comme l'espérait Gorbatchev, se cherchait de nouvelles raisons d'être. Et les trouva. En Yougoslavie et au Proche-Orient. Une série guerrière qui n'en finit pas !

Cette campagne « posthume » fut ponctuée en France en 1997 par le « Livre noir du communisme » sous la direction de l'historien-idéologue Stéphane Courtois, bénéficiant de nombreuses traductions, notamment à l'Est, et d'une diffusion en Russie avec le soutien de la fondation Soros. Les objectifs avoués de cette campagne étaient à l'époque, à l'Est, de légitimer les politiques de « réformes » en stigmatisant les régimes déchus, et à l'Ouest, de surcroît, de mettre l'opinion en garde contre toute renaissance de « l'utopie » révolutionnaire. Objectifs avoués, certes, sous couvert de préoccupations plus nobles : faire connaître « la Vérité », « briser les mythes », assurer le « Devoir de Mémoire » alors même que l'Europe souffrirait d'« *hypermnésie des crimes nazis et d'amnésie des crimes communistes* ».

Mais l'expérience dit aussi que les archives n'« avouent » rien et que tout dépend de l'usage qui en est fait, des orientations de recherche et, cela va de soi, de la « commande sociale », en l'occurrence des demandes des pouvoirs en place et des « marchés » auprès des historiens, et des crédits alloués en conséquence. Lorsqu'on sait que les fondations américaines Ford, Soros, NED et USAID jouent un rôle important dans le financement des recherches historiennes et sur « la mémoire » en Russie et ailleurs en ex-URSS, on comprend que leur orientation très anticommuniste n'est pas le fait du hasard. Les « demandes » du marché, du public, agissent en conséquence. En Russie, les recherches historiques sérieuses et leur production ont été largement marginalisées par les ouvrages et les émissions à sensation jouissant de vastes promotions commerciales. Et chez nous, comme le constatait récemment une professeure à l'ULB, « *lorsqu'on leur parle du communisme, les étudiants n'ont que deux mots à la bouche : Staline et le Goulag* ». Et encore faudrait-il qu'ils sachent ce que recouvrent ces deux mots-épouvantails. Or, que peut-on espérer, même au niveau scientifique, lorsque des enseignants d'histoire, en France, citent comme grandes références des films et débats télévisés intitulés : « *Le tyran rouge* » ou « *Le monstre Staline* » ? On en est réduit au grand théâtre d'épouvante, dans des schémas « westernisés » à outrance, où les Bons affrontent les Méchants – sur ce plan les traditions binaires américaine et russe se rejoignent.

Le renouveau des recherches offre pourtant d'immenses possibilités à la connaissance et à la réflexion critique. A l'éclaircissement de secrets et de zones d'ombre, au dénouement des énigmes, mais surtout à une remise en perspective, à une désidéologisation et au désenclavement des histoires nationales. Celle de l'URSS, par exemple, a été enfermée dans une sorte d'idéocratie autarcique, alors qu'elle participait, dans le temps, d'une « longue durée » russe, et dans l'espace, de l'histoire des mondes et des géopolitiques. Les idéologues occupés à vanter ou à dénoncer le socialisme réel ont ignoré et ignorent encore que son histoire n'est pas seulement celle d'une révolution « accomplie » ou « trahie », mais de sociétés, d'états, de stratégies de puissances, de civilisations et de mentalités qui préexistent au « socialisme » et lui survivent. De ce point de vue, parler d'« erreurs » ou de « crimes » commis, se complaire dans la nostalgie ou le désespoir n'a aucun sens, sauf pour ceux – partis ou militants - qui estiment que l'URSS, la Chine ou Cuba « auraient du » faire ceci ou cela plutôt que ce qu'ils ont fait. Comme l'a observé Marx, « les hommes font l'histoire mais ne savent pas l'histoire qu'ils font ». Dans une

certaine mesure, les « bâtisseurs du socialisme » ne savaient pas ce qu'ils faisaient. Le savaient encore moins les idéalistes de gauche qui, de loin, attendaient des miracles d'abondance, de justice sociale ou de « véritable démocratie » de la part de pays qui n'avaient guère d'expérience de la démocratie libérale, pas plus que des bases économiques et culturelles dont jouissaient les nations développées de l'Occident capitaliste. Qu'est-ce qui a pris les gauches du « Centre » à tant espérer des révoltes de « Périphérie » ?

Europe : la fracture de l'histoire

L'expérience du XXème siècle est, à l'Est, autrement violente et contrastée qu'à l'Ouest de l'Europe. Les points de départ étaient très différents : l'Ouest au cœur du capitalisme industriel, l'Est à sa périphérie, « tiers-monde de l'Europe », exception faite de la Tchécoslovaquie. Dans les années trente, la quasi-totalité des pays d'Europe centrale, orientale et méridionale a vécu au sein de régimes conservateurs de droite ou fascistes, exception faite de l'URSS qui en était l'ennemi et la terrible hantise. La plupart, à l'exception notable de la Pologne et du pays tchèque, se sont alliés ou ont sympathisé avec l'Allemagne nazie et ont pris part à l'agression contre l'Union soviétique, qui en a ensuite libéré plusieurs tout en les soumettant à des régimes inspirés du sien et, plus tard, à un ordre international de « souveraineté limitée ». On a donc vécu à l'Est tout à la fois, et diversement selon les pays et les régions, des occupations nazies plus ou moins génocidaires, des collaborations fascistes de masse, et des résistances antifascistes de grande ampleur. On y a vécu un stalinisme dur, associé à la résistance antifasciste puis à des régimes dictatoriaux ou autoritaires plus ou moins réformés après 1956 – l'URSS, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la RDA, la Roumanie, l'Albanie, la Yougoslavie ont connu alors de fortes différenciations, qui démentent d'ailleurs la formule simpliste de « bloc de l'Est ».

Les PC « monopoles de pouvoirs » y avaient forcément un profil très différent des PC occidentaux de lutte sociale et d'opposition, malgré un tronc idéologique commun et des liens solidaires.

Après la chute de ces régimes en 1989-91, une « guerre des mémoires » est née, opposant les pays et les peuples, divisant les opinions publiques d'un même pays, ce qui fit dire par un ambassadeur d'Ukraine en Belgique, il y a quelques années, que son pays, ex-soviétique, était le lieu d'une « véritable guerre civile intellectuelle ».

On peut le comprendre, sachant que les parties occidentale et orientale de l'Ukraine, aux héritages historiques contrastés, ont vécu différemment le conflit de 1939 à 1945, le nationalisme « intégral » dominant en Galicie et en Volhynie ayant conduit à divers mouvements antisoviétiques, dont plusieurs alliés aux nazis, alors que l'Est du pays était, globalement, du côté soviétique. Il est indéniable que les pays baltes et ouest-ukrainiens victimes des répressions staliniennes de 1939-41, et plutôt germanophiles, ont vécu « une autre guerre » que la majorité des Soviétiques, notamment russes, biélorusses et ukrainiens, combattants ou soutiens de l'Armée Rouge. Le conflit des mémoires est donc bien réel. Mais les mémoires ne peuvent escamoter les faits matériels. Ainsi : le massacre par le NKVD stalinien des Polonais à Katyn en Russie, autant que le martyre de Katyn et de centaines d'autres villages de Biélorussie détruits avec leurs habitants par les SS allemands, lettons et ukrainiens ! L'Armée ukrainienne des insurgés (OUN-UPA) aujourd'hui réhabilitée en tant qu'ancienne « résistance patriotique » en Ukraine (et tacitement dans la presse occidentale qui reprend la formule) a sans doute affronté, les armes à la main, les occupants allemands qui avaient « trahi leur promesse » de tolérer, en Galicie orientale voire en Ukraine, un état ukrainien sous protectorat nazi. Mais elle a surtout combattu les Soviétiques et, au passage, exterminé la population polonaise de Volhynie, et liquidé des Juifs et des tziganes. Ces faits incontestables ne sont généralement pas mentionnés, chez nous, dans les articles de journaux et les évocations historiques de cette période trouble. Mais curieusement, les célébrations périodiques des Waffen SS en Lettonie et en Ukraine occidentale, de même que la victoire, dans ce dernier pays, d'une formation néofasciste sont systématiquement passées sous silence dans nos médias.

Communisme(s) vs fascisme(s)

L'une des obsessions des auteurs de réquisitoires anticomunistes est d'établir un signe d'équivalence entre communisme ou stalinisme et nazisme. Il ne s'agit pas ici de comparer ce qui est comparable : les méthodes dictatoriales, les violences de masse auxquelles se livrent des régimes tyranniques, leurs volontés totalitaires. Il s'agit, dans l'esprit des amalgames, de tracer un trait d'égalité entre les rôles historiques, les bilans sociaux, voire les idéologies des deux types de régimes.

Je citerai pour exemple la façon dont est traité le rôle de l'URSS dans la deuxième guerre mondiale. On en est aujourd'hui à la considérer comme coresponsable de son déclenchement en raison du pacte germano-soviétique de 1939. La validité ou la moralité de ce pacte peuvent être débattues, à condition de le contextualiser. C'est bien avant ce pacte, et à l'encontre des efforts soviétiques – de la diplomatie dirigée par Maxim Litvinov notamment – pour rassembler les forces antifascistes en Europe que les démocraties occidentales et les régimes autoritaires et fascistes, y compris la Pologne des colonels, ont cherché à s'entendre avec Hitler et Mussolini. L'abandon à leurs troupes de l'Espagne républicaine, soutenues de l'extérieur par les seules Brigades internationales initiées par le Komintern, la résignation à l'Anschluss de l'Autriche, les Accords de Munich en 1938, l'abandon et le dépeçage de la Tchécoslovaquie ont bien précédé le retournement de la diplomatie soviétique ! On peut discuter ce retournement, surtout du point de vue des militants communistes qu'il a désorientés, mais on ne peut ignorer le contexte – et plus généralement le rôle du grand capital allemand et d'une grande partie des droites et des bourgeoisies européennes dans l'accession d'Hitler au pouvoir et la mise en œuvre de son régime, en ce compris les profits tirés de l'exploitation des esclaves des camps de concentration. On peut rêver *a posteriori* d'une autre politique pour l'Internationale Communiste, fidèle à l'option antifasciste du tournant de 1935, mais on ne peut ignorer qu'une puissance comme l'URSS, du point de vue de sa géopolitique et des risques de guerre autrement lourds que ceux qui menaçaient les militants occidentaux, devait procéder à un autre type d'examen. Sa stratégie de pays agressé pouvait mener, à l'encontre des idéaux internationalistes, à une « Grande Guerre Patriotique » rassemblant, par delà les idéologies, toutes les résistances possibles. Et transformant le pays des soviets censé être « internationaliste » en une puissance d'état autocentrée, aux tendances néo-impériales et préférant une géostratégie adaptée à ses besoins, plutôt qu'une « révolution mondiale » conforme au projet initial des Bolchéviks. Le cas soviétique et son « national-stalinisme » n'est-il pas du reste à ranger dans la série d'exemples où des communismes se sont enracinés dans leurs réalités nationales respectives ?

La Victoire de 1945 et le « cas Staline ».

Le révisionnisme dans l'écriture de la deuxième guerre mondiale est caractéristique de la version la plus récente de l'anticommunisme. Elle s'avance sous couvert d'une critique, à première vue fondée, du rôle joué par Joseph Staline au lendemain de la « grande Terreur » de 1937-38 qui avait, entre autres hécatombes, décimé l'Armée Rouge – Staline également accusé, dans les médias d'opposition en Russie, d'avoir préféré la stratégie du pacte (et de la collaboration) germano-soviétique à celle de l'alliance avec les démocraties occidentales.

Staline est donc jugé coupable de la débâcle de 1941 : les lignes de défense soviétiques enfoncées, des millions de prisonniers dont deux millions seront exterminés en six mois, la Wehrmacht aux portes de Moscou dès novembre 1941.

Trois thèses se font concurrence pour « expliquer » cette catastrophe. La première, la plus courante, est celle d'un Staline collaborateur (voire « allié ») d'Hitler, croyant en sa parole, refusant d'entendre tous les avertissements quant à l'attaque imminente. C'est la thèse des « totalitarismes alliés ». Une variante est cependant que Staline aurait attendu qu'Hitlériens et Occidentaux s'affaiblissent mutuellement avant de tirer profit de cette guerre.

La deuxième thèse est celle d'un Staline agressif qui, préparant la guerre révolutionnaire en Europe, aurait obligé Hitler à attaquer préventivement. Cette thèse, proche de celle des nazis (la guerre préventive) a été relancée en Russie et en Ukraine par l'ancien espion soviétique et auteur à sensation Souvorov alias Rezun, mais « validée » par quelques historiens, dont Youri Afanassiev, idéologue du mouvement eltsinien. Elle a été largement réfutée même si l'on a pu prouver qu'il y avait, dans les tiroirs de l'état-major soviétique (comme dans tous les tiroirs militaires) des « plans » d'offensive à l'Ouest.

La troisième thèse est que Staline, parfaitement conscient de l'inévitabilité d'une attaque hitlérienne qui était au cœur des plans nazis de longue date, préparait activement la défense, dont on a vu les premiers effets dès la bataille de Moscou en décembre et surtout à Stalingrad 1942-43 et à Koursk en 1943. Mais Staline pensait qu'il lui restait encore du temps, l'agression étant jugée prévisible en 1942. Hitler aurait donc précipité les événements. Erreur sur l'agenda mais non sur le fond.

Quoiqu'il en soit de ces hypothèses, de quoi nous parle avant tout cette guerre et qu'il importe de souligner avant d'entamer tout débat sur le cas Staline ?

Elle nous parle d'une agression allemande et européenne – de l'Allemagne nazie et de ses alliés roumains, bulgares, hongrois, croates, slovaques, italiens, finlandais, sans oublier la Division franquiste Azul et les légions, brigades et divisions SS affluant de tout le continent pour abattre le « judéo-bolchévisme » considérée comme l'ennemi principal non seulement par les fascistes mais, dans l'entre deux guerres, par la plupart des bourgeoisies et des droites européennes.

Cette agression nous parle des débuts du judéocide – environ un million de Juifs, tsiganes et « commissaires » communistes abattus par fusillades avant que n'entrent en fonction, au printemps 1942, les chambres à gaz.

Elle nous parle de deux millions de prisonniers de guerre soviétiques liquidés par la faim et la fusillade avant fin 1941, plus de 1,5 millions devant encore périr dans les camps de concentration.

Cette agression nous parle du blocus de Leningrad qui fit mourir en 900 jours près d'un million d'habitants, de froid et de faim.

Elle nous parle, au total, de quelque dix millions de civils morts dans les territoires occupés ou assiégés, s'ajoutant aux huit millions de soldats et aux autres causes de surmortalité – maladies, famine, répressions et déportations stalinienne – qui nous feront un total de 26 à 27 millions de pertes en vies humaines pour cette guerre.

Cette guerre nous parle aussi de combats titanesques, d'une résistance héroïque, du surgissement inattendu d'un nouvel armement soviétique (dont les fameux chars T34 et les « katioucha ») qui feront la décision sur le Front de l'Est, où étaient concentrés les trois quarts de la puissance fasciste.

Un Front qui resta tragiquement « seul » jusqu' au débarquement de Normandie en juin 1944 auquel la propagande occidentale, de nos jours, attribue un rôle décisif dans la libération de l'Europe.

En l'occurrence, la « guerre des mémoires » oppose également les pays héritiers de l'URSS, principalement la Russie, aux pays de l'OTAN qui réinterprètent la Victoire de 1945 comme « occidentale » surtout, à la fois par la contribution anglo-américaine jugée la plus déterminante, et par le fait qu'en tant que « victoire de la Démocratie », l'URSS n'avait pas à s'en revendiquer. Ainsi réévaluée rétrospectivement, la guerre n'aurait été finalement gagnée qu'en 1991, une fois « les deux totalitarismes » défaits. Cette réécriture est bien entendu contraire aux faits : 1945 était bien la Victoire des Alliés de la Coalition antihitlérienne, le rôle décisif indéniable de l'Armée Rouge ayant été largement reconnu à l'époque par les alliés occidentaux. D'ailleurs ce rôle n'est pas tant « nié » de nos jours qu' « oublié » : nous sommes plutôt dans le registre du mensonge par omission.

A quelles fins le mensonge ?

Le mensonge officiel occidental, à quelles fins est-il voué ? On peut avancer trois hypothèses ou motivations :

La première est, bien entendu, la logique de disqualification du passé soviétique et du communisme en général. Il s'agit d'élever de nouvelles générations dans cet esprit. C'est l'aspect le plus idéologique, le plus étroitement anticommuniste de ce révisionnisme.

La deuxième est que la nature même de la guerre doit être révisée. La reconnaître comme guerre entre puissances fascistes et alliés antifascistes impliquerait une évaluation de ce que furent le fascisme, sa variante nazie en Allemagne, les forces économiques et politiques qui contribuèrent, en Europe et aux Etats-Unis, à la prise de pouvoir d'Adolf Hitler et à la construction de son économie de guerre, à la mise en œuvre de sa croisade anti-communiste. Le rôle de la droite allemande en 1933, des Accords de Munich, et le collaborationnisme pronazi de grandes entreprises américaines et européennes...

Une telle analyse établit les liens organiques entre capitalisme et fascisme, entre droite et extrême-droite : elle ne peut faire consensus. Il est donc préférable, du point de vue occidental, de mettre en cause des « totalitarismes » exotiques, extérieurs à nos démocraties et au capitalisme, et d'établir le nouveau consensus européen dans le seul hommage aux victimes de l'« holocauste » ou encore, selon une nouvelle formule au goût du jour, de « l'affrontement de deux totalitarismes » jugés également responsables de cette guerre.

Cette deuxième motivation est également idéologique mais pas seulement anticommuniste. D'autres forces politiques en Europe, socialistes, antifascistes, de droite gaulliste ont conscience des responsabilités occidentales dans la montée de l'hitlérisme et la capitulation de Munich, les hésitations alliées à ouvrir le « second front » ou à soutenir les résistances antifascistes.

La troisième hypothèse est plus concrètement actuelle et géostratégique. Il s'agit d'enlever à la Russie actuelle tout mérite antérieur, son discrédit et sa déstabilisation restant à l'ordre du jour d'une guerre froide latente, et de projets explicites de stratèges américains. Nous quittons ici la confrontation idéologique pour aborder celle des puissances à l'heure où se redessine le rapport des forces au sein d'un monde en pleine transformation. La Russie de Vladimir Poutine tente de tirer profit, pour les besoins de sa politique extérieure présente, de la « Victoire de 1945 ». Rejointe en cela par l'Ukraine, le Belarus, le Kazakhstan et d'autres pays de l'espace ex-soviétique sensibles à l'évocation de cette « bonne cause » commune d'autrefois.

A l'inverse, les états baltes membres de l'Union européenne et la partie occidentale de l'Ukraine sous influence nationaliste et favorable à l'OTAN rejettent cette célébration « soviétique » et préfèrent ménager ou célébrer la mémoire des armées (SS et autres) qui ont combattu l'URSS. On comprend mieux les silences médiatiques et officiels, en Occident : nationalistes et néofascistes sont parfois « dérangeants » en Hongrie ou en Grèce, mais en Ukraine, ils sont nos « alliés ». Ce n'est qu'une demi-surprise : dès 1944 les services secrets américains, britanniques et allemands (le réseau Gehlen bientôt fondateur des services ouest-allemands) avaient noué de bons contacts avec ces collaborateurs du nazisme bientôt recyclés dans la « guerre froide ».

Un retour de la « peur du rouge » ?

Un autre mobile de l'anticommunisme actuel est d'ordre social, très lié à l'actuelle crise du système capitaliste. La « peur du rouge » avait disparu à l'horizon 2000. L'histoire était proclamée « finie », à moins qu'un espace soit laissé au « clash des civilisations » permettant d'orienter les colères sociales vers les nouveaux identitaires et religieux.

Tant à l'Est qu'à l'Ouest et au Sud, vingt ans plus tard, les bilans et les performances du capitalisme sont rien moins que convaincants.

A l'Est, les résultats de la « transition » marchande/démocratique ont eu des effets contrastés, d'un pays et d'une région à l'autre, moyennant quelques traits communs : l'avènement de la consommation de masse a constitué un puissant stimulant aux « désirs » et partiellement au pouvoir de consommer, tandis que quantité d'acquis sociaux des travailleurs, des femmes, de la jeunesse ont été perdus. Une sorte de résignation a prévalu, « l'Occident » apparaissant comme le modèle à suivre, quoiqu'il en coûte, étant aussi promesse d'investissements et occasion de départs vers des emplois rémunérateurs. Le manque d'oppositions sociales, effet de la violence néolibérale, est aussi le résultat de décennies d'absence d'autonomie et de passivité au sein de « régimes socialistes » qui entretenaient la dépendance et la soumission envers le « Parti-Etat ».

A l'Ouest, la diversité de résultats de trente années de réaménagement néolibéral des sociétés n'est pas moindre, et des traits communs s'en dégagent, à la fois différents et convergents avec ceux de l'Est : dégradation de la sphère sociale et des services publics, production d'individus atomisés de série, déstructuration du monde du travail et recul des solidarités.

Ce grand parcours néolibéral est en train de s'enfoncer dans l'impasse.

Le chaos de la « mondialisation » génère une immense anxiété. L'anticapitalisme reprend vigueur. Des idées communistes sont dans l'air, très éloignées de ce que fut le communisme d'état à l'Est, mais pas sans rapport.

Une partie des peuples atteints dans leurs conditions de vie et leur dignité par cette régression et les politiques austéritaires du FMI et de l'Union Européenne cherchent, en effet, des alternatives à la dictature du libre-échange.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que l'on voie réapparaître, ça et là, des mises en garde contre « l'utopie » et la révolution, et que les « mauvais exemples » du passé communiste soient à nouveau mis en relief.

D'importants moyens politiques, intellectuels et financiers sont mobilisés à cet effet. Des fondations, des ONG également, des armées de communicateurs et de journalistes dûment rémunérés sont à pied d'œuvre pour neutraliser ou détourner les mécontentements populaires.

Les « mauvais exemples du passé » (et du présent) capitaliste et impérialiste suffiraient pourtant à dire l'urgence de trouver, au marasme actuel, des issues de secours.

Anticommunisme et Racisme – frères dans l'esprit

politique réactionnaire

par Wolfgang Gehrcke, membre du Bundestag Allemand, Groupe de Die Linke

Des messages et des photos effrayants nous montrent que Bertolt Brecht a eu raison avec son avertissement d'un nouveau fascisme, « Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde ». En Allemagne une bande de néo-fascistes assassine dix personnes. Imprévisible pour les services secrets intérieurs allemands ? Echappant à la gestion de ses renseignements ? Cela doit encore être éclairé. En Hongrie des fascistes avec des croix fléchées chassent Sinti et Roms. Et le précédent président français n'a pas eu honte d'expulser Sinti et Roms de France. A Moscou, des personnes vêtues de chemises noires marchent au centre ville avec le bras levés dans un salut fasciste. En Grèce, des nazis, « héritiers des colonels » progressent aux dernières élections.

Cette énumération pourrait se poursuivre presque sans limites. Il n'y a pas un seul pays européen où le néofascisme ne progresse pas et montre son visage inhumain. La résistance de démocrates s'organise dans de nombreux pays. Elle est importante et essentielle, mais elle n'est plus suffisante. Le néofascisme n'est pas limité aux marges de la société, ses séides sont au cœur même de la société. Il y a des populistes de droite en costumes rayés et des nazis en bottes noires ; les uns ne valent pas mieux que les autres.

Il y a longtemps que l'anticommunisme n'est pas une réponse au communisme. Prophétiquement et ironiquement Marx et Engels ont parlé en 1848 dans le Manifeste du Parti Communiste du « spectre du Communisme qui rôde en Europe » et que « toutes les forces de l'ancienne Europe (...), le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux français et les policiers allemands s'alliaient pour le chasser ensemble ». Ce que Marx et Engels n'avaient pas pu prévoir c'est que l'anticommunisme et le racisme s'agrègeraient en un mélange violent, une idéologie de destruction. L'idéologie du nazisme, qui a inondé l'Europe entière au 20ème siècle, et dont le centre névralgique se trouvait en Allemagne, était raciste et anticommuniste. Elle a abouti à la répression et la destruction d'autres peuples et a connu son apogée avec le génocide industriel des juifs de l'Europe, des Sinti et des Roms. Le but du fascisme Allemand a été la destruction et l'éradication du marxisme. Ses résultats ont été des millions morts dans la guerre et dans des camps de concentration.

Après la défaite du fascisme de Hitler et la libération des pays européens, on s'est dit « Plus jamais de guerre ! Plus jamais de fascisme ! » Ce serment a été une doctrine d'état en Europe après la seconde guerre mondiale antifasciste. Les organisations fascistes ont été interdites – pas partout cependant – et l'on a pensé à un nouvel ordre européen. De multiples constitutions européens, y compris la loi fondamentale allemande, ont reflété et ont été marquée par l'esprit antifasciste de l'époque.

L'onde de la guerre froide a interféré rapidement sur l'engagement pour un nouvelle Europe démocratique. La partition de l'Europe, avec le pacte de Varsovie à l'Est et OTAN à l'Ouest a entraîné une obligation d'allégeance. L'anticommunisme est devenu l'antienne de la guerre froide. Même l'avertissement de Thomas Mann, selon qui l'anticommunisme était la grande folie du 20ème siècle, a été oublié. Durant la guerre froide, courses aux armements et militarisation, dé-démocratisation... ont dominé des deux cotés du rideau de fer. Cela a été vérifié que les deux systèmes ont adopté des caractéristiques communes qui ont dû être combattues. A plusieurs reprises, le danger a existé que la guerre froide ne se convertisse en une guerre chaude. Et pourtant : l'existence d'un camp politique qui s'est appelé « real-socialiste » a forcé le capitalisme à adopter des attitudes qui étaient étrangères à son système. Pour gagner la guerre froide, le capitalisme a dû se gérer un peu plus démocratiquement et socialement *a contrario* de ses concepts de base.

La guerre froide a cependant conduit rapidement à la réhabilitation des anciens nazis, et cela plus

particulièrement en Allemagne occidentale. Des nazis qui avaient été lourdement condamnés ont été installés à des postes de haute importance dans des ministères, la justice, l'administration et autres agences. L'argument était qu'ils seraient essentiels pour un renouveau démocratique.

Il est impardonnable et inimaginable que le nazi, boucher de Lyon, Klaus Barbie, ainsi que d'autres nazis aient été employés dans les nouveaux services secrets intérieurs allemands ; que la nouvelle armée de l'Allemagne de l'ouest, le Bundeswehr ait été commandée par des généraux nazis ; que d'ex-diplomates nazis aient négocié le traité de réconciliation avec Israël et que Hans Globke, qui avait été l'auteur des lois raciales de Nuremberg ait été un dirigeant de la chancellerie fédérale. Des faits semblables se sont également produits dans d'autres pays européens. La peur du communisme a nourri des plans pour les coups d'états de l'OTAN en Grèce, en Italie, au Portugal, en France et dans beaucoup d'autres pays. D'énormes moyens ont été mobilisés à cet effet. En Allemagne de l'ouest, le parti communiste a été interdit et des milliers de communistes ont été confrontés à des procédures judiciaires. Le nazisme, le néofascisme étaient certes limités en Europe mais encore bien vivants.

Nous, à gauche, devons aussi réfléchir à nos propres erreurs. Trop souvent, des socialistes et des communistes ont teinté d'anticommunisme leur critique du communisme. Que des décisions prises par des communistes au niveau de la violence d'Etat, mais également au niveau non-gouvernemental, dans des partis et des mouvements, aient été fausses et cependant défendues « contre l'anticommunisme », à cette obligation de classement que j'ai déjà mentionné. Combien de fois avons nous déjà dit que la barricade n'a que deux côtés. Aujourd'hui, nous devons comprendre que les pôles opposés ne sont pas le communisme et l'anticommunisme – ou le communisme et la critique du communisme -, mais la démocratie et le nationalisme, la démocratie et le néofascisme. Le fascisme n'est pas une opinion : c'est un crime.

Martin Niemöller, pasteur et membre du conseil de l'église protestante en Allemagne a écrit à l'époque du nazisme :

Lorsque les nazis sont venus chercher les communistes,
je n'ai rien dit,
je n'étais pas communiste.

Lorsqu'ils ont emprisonné les socialistes,
je n'ai rien dit,
je n'étais pas socialiste.

Lorsqu'ils sont venus chercher les syndicalistes,
je n'ai rien dit,
je n'étais pas syndicaliste.

Lorsqu'ils sont venus me chercher
il ne restait plus personne
pour protester.

L'obsession sécuritaire durant la guerre froide a entraîné à l'ouest et malheureusement aussi à l'est la constitution d'un important système de « sécurité d'Etat » doté d'un vaste réseau d'informateurs qui a limité voire empêché un véritable esprit démocratique. Je voudrais vous le démontrer avec un exemple : je suis un des députés au Bundestag allemand qui sont surveillés par le service secret intérieur allemand. Mon dossier a commencé en 1961 ; il comprend aujourd'hui plus de 10.000 pages. Je ne peux admettre que toute ma vie tant politique que privée soit consignée dans un dossier géré par une agence d'informateurs.

Anticommunisme, racisme et antisémitisme ont été limités sous les conditions de la division entre blocs. À l'Ouest, ils n'ont pas pu se développer de la manière dont nous le constatons aujourd'hui et à l'Est, ils ont au moins eu une frontière systémique. On m'a dit de nombreuses fois que l'antifascisme à l'Est était un antifascisme de « décret ». Certes, mais mieux vaut un antifascisme prescrit qu'un anticommunisme rampant.

Pour fonder l'Europe sur une base anticommuniste, l'Histoire a dû être réécrite en fonction de la doctrine du totalitarisme. Par exemple, il en est ainsi dans l'article 296/C du code pénal hongrois : « celui qui nie ou minimise le génocide et les autres crimes contre l'humanité perpétrés par le régime communiste risque un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans ». On peut trouver des paragraphes semblables en Pologne, Lituanie et République Tchèque. Le Parlement européen demande aussi une réévaluation détaillée de l'histoire européenne. À la différence des lois nationales mentionnées ci-dessus, il n'inclut pas une menace de sanction, même si six pays l'avaient souhaité au départ.

Le danger spécifique des actuelles organisations néofascistes, racistes et parfois antisémites et de leur idéologie est que différents moments coïncident. La crise du capitalisme génère beaucoup de peurs, et de ces peurs émergent des représentations singulières de la violence. Presque tous les mouvements de droite et populistes de droite sont préparés à la violence. Les partis et mouvements néofascistes et populistes de droite ont les deux à leur disposition : une partie qui se tient prête à exercer la violence et leurs porte-paroles issus du milieu de la société. Les comportements sont dominés par des hommes ; ces hommes ne forment plus la majorité de ces partis et mouvements depuis longtemps. Beaucoup d'entre eux opèrent aujourd'hui avec des slogans qui, si on les regarde superficiellement, pourraient être attribués à la gauche. Ici, une différenciation claire doit être effectuée. Je pense que la gauche doit se doter d'un programme et d'une pratique politique qui doit aussi inclure et s'adresser aux intérêts et comportements culturels d'un pan exclu de la société. Elle doit également inclure les classes moyennes dans la lutte pour les changements de la société. L'avertissement de Ernst Bloch, justifié par l'histoire, selon lequel « sans lutte, camarade, vous avez laissé la petite bourgeoisie aux fascistes ! » ne doit pas se répéter. Dans la lutte contre le fascisme et le racisme, il faut travailler avec l'ensemble des composantes de la société. Le slogan « plus jamais la guerre ! » n'était pas un mot d'ordre en faveur du socialisme mais une demande à défendre largement les idéaux démocratiques dans les sociétés. Je pense que cela reste nécessaire aujourd'hui, dans les parlements et en-dehors, de contester l'anticommunisme et de combattre le racisme.

Au fait, les rouges font-ils encore peur ?

par Patrice Cohen-Séat, avocat, membre du Conseil national du PCF

Je voudrais subvertir quelque peu le thème de cette rencontre, qui fait référence à « la peur des rouges », et dire d'emblée que l'un des problèmes majeurs de la période que nous vivons est, précisément, que « les rouges » ne font plus assez peur, c'est à dire qu'ils ne sont plus assez forts. C'est un fait : nous vivons une époque de faible combativité sociale. Cela fait 40 ans, au bas mot, que les luttes se mènent sur la défensive, et à reculons. La question principale, à mon sens, est donc de savoir pourquoi nous nous trouvons dans une telle situation, et comment revenir à des rapports de force qui fassent nettement plus « peur » aux classes dominantes.

Il y a un lien direct entre le « possible » et les luttes : on ne se bat que pour obtenir un résultat. Certes, certains peuvent se battre sans espoir de gagner. Mais des luttes massives nécessitent un objectif ressenti comme atteignable. Cette question du possible est au cœur de toute la politique. Un sondage récent, en Allemagne, a par exemple montré que le capitalisme y était sévèrement critiqué par une majorité d'allemands ; mais aussi, paradoxalement, que la personnalité politique préférée de ces mêmes allemands était Angela Merkel. L'explication étant que, faute de penser possible de changer le système, Angela Merkel incarne une sorte de sécurité relative. Le sentiment d'impuissance est ainsi au cœur de la contradiction apparente.

L'histoire est celle de la lutte des classes, disaient Marx et Engels dans le Manifeste de 1848. Mais la difficulté à lutter n'est pas un fait nouveau. Les classes dominées ne luttent pas « proportionnellement » à leur domination. Les esclaves de l'antiquité, les serfs ou les paysans quelques siècles plus tard, ont été des classes très exploitées et dominées. Elles n'ont cependant eu que très peu de capacité à lutter. Il y a à cela des causes objectives - des présupposés – qui tiennent aux forces productives et aux rapports de production, par exemple. Mais le décisif se situe *in fine* dans les consciences : pense-t-on qu'un autre ordre social soit possible ? Vaut-il donc la peine de lutter ?

Ainsi apparaît l'une des conditions fondamentales de l'existence d'une classe capable de lutter, de s'organiser et d'agir, d'une classe « pour soi », comme disait Marx, et non une simple catégorie sociale. Pour qu'une classe sociale puisse se construire comme force sociale capable de peser sur le cours des choses, il faut qu'elle devienne un « sujet » collectif, c'est à dire un rassemblement de personnes partageant un même type de subjectivité. Le contenu de cette subjectivité – analyse du réel, définition du possible, moyens d'agir – est ce que l'on appelle justement la « conscience de classe ».

Ainsi, quand une classe dominée ne réussit pas à se constituer en classe agissante, la raison en est toujours que cette subjectivité collective est absente, et que les membres de cette classe ne perçoivent pas la *possibilité* d'un autre ordre social. La « conscience de classe » est ce qui contredit l'idéologie dominante (des classes dominantes) : elle est elle-même une idéologie, construite en dégagant des conditions historiques actuelles les données d'un autre *possible*. Et c'est bien l'une des caractéristiques de la vie politique actuelle que d'être marquée à l'inverse par le sentiment d'impossibilité. Il y a eu le fameux TINA (There Is No Alternative) de Margareth Thatcher. Il y a eu, en France, la déclaration de Lionel Jospin (« l'Etat ne peut pas tout ») comprise d'évidence comme l'affirmation de l'impuissance de l'Etat. Ou plus récemment la reculade de Hollande face à Mittal. Et il y a toute la bataille idéologique qui alimente en permanence le sentiment que rien n'est possible : chantage aux délocalisations, discours sur la « compétitivité », etc.

Nous ne sommes donc pas devant la disparition des classes dominées. Dans les pays développés, les ouvriers et les employés représentent plus de 50% du corps électoral. On ne peut même pas dire qu'il y a baisse du sentiment d'être dominés et exploités. En revanche, domine le sentiment d'impuissance qui aboutit à considérer que lutter, et même voter ne servent à rien.

La deuxième idée que je voudrais exprimer est que la question du « possible » est la même que celle du « projet ». Les classes dominées sont toujours, d'une certaine façon, les 99% d'une société. Elles ont donc toujours, par définition, l'avantage du nombre. Mais pour que cet avantage devienne une « force matérielle », il faut que

« l'idée s'empare des masses ». Il faut que, dans ces 99%, une partie au moins devienne capable de porter dans le combat social un projet alternatif de leadership. Ce qui suppose de proposer une interprétation de l'ordre social actuel, des conditions de la domination de classe, et de la possibilité d'un autre ordre social. Le 19^{ème} et le 20^{ème} siècle ont produit, avec la Bourgeoisie et la classe ouvrière, des exemples parfaits de classes agissantes, capables de se penser comme telles, d'élaborer la conception d'autres types d'ordre social et de construire les stratégies et les organisations lui donnant les moyens concrets de la lutte.

Le « projet » de la classe ouvrière a ainsi fonctionné comme conscience de classe jusqu'au milieu de 20^{ème} siècle. Le développement de cette nouvelle classe, les rapports de force favorables dans les lieux de grande concentration ouvrière, les conquêtes sociales et démocratiques, puis la révolution d'Octobre et le déploiement progressif du « socialisme » dans de nombreux pays ont rendu ce projet de plus en plus crédible. Mais on a assisté à un retournement complet, à partir des années 70. D'un côté, les difficultés, puis l'effondrement du « socialisme réel » – au delà même des crimes commis en son nom – ont atteint le « projet » dans son contenu : il est devenu repoussoir. Et nous n'avons certainement pas fini de mesurer à quel point cet échec fondamental a marqué très profondément et pour très longtemps les consciences.

Mais plus encore, le changement radical que constitue « la mondialisation » a fait considérablement grandir le sentiment d'impossibilité du changement. La financiarisation et la globalisation du capital ont bouleversé les conditions de la lutte de classes. En se déterritorialisant, la finance s'est affranchie des contraintes sociales et politiques que les luttes avaient imposées au capital. La possibilité de mettre en concurrence les salariés et les systèmes sociaux a créé un cercle vicieux du moins disant social dans lequel les salariés se sentent désormais prisonniers. Comment lutter contre les délocalisations ? Comment préserver l'emploi sans accepter des régressions supposées renforcer la « compétitivité » ? Etc.

Dans ces nouvelles conditions, le « projet » qui a constitué la conscience de classe au siècle dernier ne suffit plus à rassembler et mettre en mouvement les salariés – ouvriers ou autres – d'aujourd'hui. Reconstruire une « conscience » des classes dominées suppose d'élaborer un nouveau « projet », tirant les leçons des échecs passés, et répondant aux questions que pose un monde radicalement transformé : enjeux sociaux, démocratiques, écologiques, pacifistes, etc. Tout particulièrement, dans cet univers globalisé, l'impératif d'unité politique des classes dominées pose des défis redoutables.

La globalisation tend en effet à unifier le champ politique à l'échelle du monde. Dès lors, un « projet » fondé sur la recherche de l'égalité perd tout sens s'il ne vise pas concrètement l'humanité entière. Il s'agit d'un bouleversement radical dans un monde qui sort à peine de l'ère coloniale. Qui oblige à repenser la conception occidentale du « progrès » et du « développement », et à inventer pour tous de nouveaux modes de vie. C'est l'enjeu d'un nouvel « universalisme », compris non comme l'imposition au monde des choix et valeurs de l'occident, mais comme la recherche d'un ordre mondial fondé sur l'égalité réelle des droits.

La mondialisation de la conflictualité sociale et de ses acteurs a par ailleurs une conséquence majeure : une profonde transformation sociale n'est plus crédible tant qu'elle reste pensée et organisée essentiellement à l'échelle des Etats-nations. Bien que le sens du mot soit très obscur, et d'ailleurs fortement débattu, la « mondialisation » pèse comme un couvercle sur les consciences (et sur les réalités). Pour cette raison, en fait *évidente pour tous* même si elle ne se présente pas à l'esprit dans tous ses tenants et aboutissants, les forces organisées des catégories subalternes, qui portent dans un cadre avant tout national le projet d'un dépassement du capitalisme, paraissent de doux utopistes. Les études d'opinion montrent que leurs propositions (hausse des salaires, baisse du temps de travail, progrès des services publics...) semblent tout simplement impossibles.

Il n'y a pas d'action possible contre un capitalisme financiarisé et mondialisé si l'on ne se donne pas les moyens d'agir à l'échelle du monde. Et pour les européens, la seule façon de le rendre possible est d'orienter dans le

sens de l'émancipation humaine l'action de l'Europe elle-même. Tout le problème est que l'on continue dans chacun des Etats de l'Union européenne à travailler pour l'essentiel à tenter de construire un rassemblement politique *au niveau de cet Etat*, alors qu'un tel rassemblement, parce qu'il serait impuissant à cette échelle, est *donc* impossible à construire. Pour se donner les moyens d'agir, condition de la crédibilité, il faut travailler à l'émergence d'un « acteur » européen : non pas au sens d'une organisation, mais d'une « classe » européenne. Ce qui implique encore que le « projet » se place au niveau de l'enjeu européen lui-même. Et pour la même raison, que le centre du « projet » soit la capacité des européens à penser leur unité et agir ainsi sur l'Europe comme sur l'ordre du monde. En quelque sorte, à capitalisme mondialisé, lutte de classes elle-même mondialisée : impossible d'imaginer la mener sans un « acteur » social européen, donc un « projet » et des organisations européennes.

La question de l'anticommunisme et de l'extrême-droite en Europe de l'Est

Après la fin des expériences visant à construire le socialisme en Europe de l'Est, les partis communistes et ouvriers anciennement au pouvoir connaissent des fortunes diverses. Censure, tentatives de criminaliser leurs actions et positions politiques, te est le lot quotidien de ces partis, dont certains restent pourtant très populaires. L'espoir démocratique se heurte aux réalités socio-économiques du néolibéralisme. Un terreau fertile pour la montée de l'extrême-droite, voire à sa réhabilitation dans certains pays.

Le capitalisme et les fascismes sont engagés (résumé).

Par Attila Vajnai, Secrétaire général du Parti ouvrier de Hongrie 2006

Pour l'orateur, le capitalisme est revenu en Hongrie sous sa forme la plus grossière, celle d'une société qui ne garantit pas les droits sociaux et démocratiques de base pour les citoyens. Le pays est confronté à une crise économique profonde. Si, selon Eurostat, l'Union européenne connaît un taux de pauvreté de 24,2 % en 2012 (contre 23,4% en 2010), Nombreuses sont les familles dont des membres sont en situation extrêmement précaire. La Hongrie est parmi les pays européens les plus pauvres : 49 % pour la Roumanie et la Lettonie, 40 à 44 % pour la Lituanie, 33 % pour la Grèce et 31 % pour la Hongrie. Cette pauvreté se manifeste par une impossibilité pour les gens de payer leur loyer, de rembourser les crédits, de se chauffer en hiver, sans compter le nombre de sans logis en augmentation...

Deux groupes sociaux sont particulièrement frappés par cette crise : les enfants et les personnes handicapées. 6 enfants sur 10 ne reçoivent de la nourriture qu'à l'école primaire. 80.000 enfants sont menacés de malnutrition et 20.000 sont déjà touchés de façon permanente. Leur situation s'aggrave durant les vacances ou les congés scolaires. Le gouvernement a pris une mesure révisant le système d'allocation aux personnes handicapées ; au-dessous de 62 ans, ces personnes doivent travailler pour bénéficier d'un revenu. Or, il n'y a aucun travail adapté à leur état sur le marché de l'emploi. Une mise à mort en quelque sorte.

Face à cette situation, la création d'un plan d'actions et d'aides sociales urgent s'impose à une large coalition populaire en alternative au gouvernement actuel. Ce plan nécessiterait l'appui de l'Union européenne. Si l'opposition y parvient, cela pourrait amener un changement de majorité. Dans le cas contraire, une aggravation de la pauvreté entraînera le chaos ouvrant la voie au fascisme.

Un nouveau fascisme en Hongrie.

Officiellement la Hongrie est une république mais de nouvelles lois, si elles conservent le cadre républicain, remettent en cause les droits démocratiques de base. Le premier ministre souligne que cela est programmé depuis longtemps et se retranche derrière les exigences de l'UE pour justifier les restrictions des compétences nationales, la défense des banques et les contraintes imposées au peuple. La législation du travail a été profondément modifiée sans consultation ou avec la complicité de dirigeants syndicaux. Les grèves sont interdites.

La fiscalité ne profite qu'au plus fortuné et pénalise les bas revenus. Des centaines de milliers de personnes sont menacées d'expulsion du fait de leurs arriérés de loyers ou leur endettement. Les hôpitaux manquent de médicaments vitaux, par exemple en chimiothérapie. L'allocation sociale minimum est passée de 100 à 70 €.

Des écrivains et poètes antisémites comme Albert Wass (un ancien collaborateur nazis) sont glorifiés alors que la statue de Mihaly Karolyi, premier président de la République de Hongrie a été enlevée de la place du parlement... Les noms de rue rappelant des personnalités liées au régime socialiste, dont des héros de la résistance, sont changés ; de même que le 4 avril date de la Libération du pays. L'amalgame entre communisme et fascisme est la règle. Ainsi les symboles du mouvement ouvrier et nazis sont également interdits ; cela malgré des avis de la Cour de Justice de Strasbourg qui n'ont pas eu d'impact sur la loi hongroise.

Toutefois, il y a un an, notre action contre l'Etat qui néglige les prescriptions du traité de paix de Paris, tolère le racisme, le révisionnisme et les bandes paramilitaires qui sévissent dans le pays a été déboutée. Nous n'en restons pas là. Des tribunaux ont récemment reconnu l'impunité de propos tenus publiquement et approuvant les crimes racistes commis durant la seconde guerre mondiale. Un membre important du parti au pouvoir et un journaliste notoirement reconnu d'extrême-droite ont publié un article selon lequel « les Tziganes ne sont pas des hommes mais des animaux incapables de s'adapter à la société ». Aucune poursuite n'a été faite au nom de... la liberté d'expression.

Par contre, il nous est interdit de nous exprimer dans les médias d'Etat. Une seule fois nous avons été cité dans ces médias lorsque nous avons gagné à la Cour de justice de Strasbourg, mais notre déclaration a été censurée.

Censurée aussi notre déclaration de solidarité avec la grève récente des étudiants qui aurait pourtant dû être publiée gratuitement sur Internet.

J'en appelle à ce que la communauté internationale examine la situation des droits sociaux et démocratiques fondamentaux de la Hongrie.

Nous sommes les Indiens de l'Europe

par Joka Daróczy János, journaliste, auteur de *Tatárszentgyörgytől*, court métrage retraçant les attaques criminelles récentes contre les Tziganes

Nous sommes les Indiens de l'Europe

Je viens de Hongrie, je vous apporte le salut et le soutien des Roms de Hongrie.

Pour nous, qui formons près de dix pour cent de la société hongroise, les droits humains fondamentaux n'existent que sur papier. Aucune institution n'est effectivement là pour nous défendre.

Je vous apporte le salut et le soutien des Roms hongrois, à vous, participants à cette conférence pour un changement démocratique.

Je viens de cette Hongrie où nous vivons depuis plus de six-cents ans, et où on nous considère comme des citoyens de second ordre, qui ne pensent qu'à profiter du système social encore existant.

Mais on oublie d'ajouter que le chômage nous accable, nous, bien plus que les autres. Alors que le chômage moyen est de 12 pour cent, en ce qui concerne les Roms, plus de 80 pour cent d'entre nous sont sans travail.

Et pourtant nos pères, nos mères ont prouvé – quoique à l'époque socialiste – que nous sommes capables, que nous savons travailler.

En 1983 encore, Roms et non-Roms étaient employés à part égale sur le marché du travail, ils pouvaient par conséquent entretenir leur famille de leurs propres forces. Mais aujourd'hui ils sont contraints de retourner dans leurs petits villages, où il n'y a ni travail ni transports. Où déjà se rendre chez le médecin est un problème. C'est nous qui avons le plus perdu avec le changement de régime, car déjà à la Libération de 1945 – qui sait pourquoi ? - nous n'avions reçu ni terre, ni outils, pour continuer à rester ; pour la plupart à être employés comme main d'œuvre auxiliaire, à travailler comme journaliers. Puis, lors du changement de régime quand il s'agissait de la liquidation des coopératives, si on ne nous a même pas donné quelques lopins de terre c'était sous le prétexte que lorsque nos aïeux avaient rejoint ces coopératives agricoles, ils n'y avaient rien apporté, pas même une petite parcelle.

Toutefois, l'agriculture avait donné du pain à plus de la moitié des Roms.

L'autre moitié de nos pères allait travailler sur les chantiers des grandes villes, loin de leur famille, allant et venant de semaine en semaine, à construire les routes, les nouvelles cités, à travailler dix à douze heures par jour.

Ils étaient là, au fond de la mine et dans les fonderies: le travail le plus épuisant, le plus sale, c'était leur lot.

Nous avons cru un temps que le changement de régime nous apporterait, à nous aussi une plus grande égalité, une égalité véritable, nous l'avons accueilli avec optimisme et enthousiasme. Nos intellectuels Roms y avaient pris leur part.

Mais nous avons omis d'organiser la défense de nos intérêts dans des communautés à nous et ceux qui avaient parmi nous quelque autorité ne se sont pas organisés en des partis politiques – comme l'ont fait, comme le font les minorités hongroises autour de nous dans les pays voisins – et le résultat est là: nous sommes devenus les objets de diverses manipulations politiques, assujettis à toutes sortes de manœuvres.

Aujourd'hui notre sort c'est avant tout la pauvreté, l'absence de toute institution propre à notre existence minoritaire....Et le pire, c'est le racisme qui empoisonne notre existence, à tout moment et dans toutes les domaines!

La Hongrie est aujourd'hui la honte de l'Europe, un parti néofasciste peut siéger au Parlement avec 16 pour cent des sièges. Ce parti parle de l'introduction de camps de travail, la solution pour lui, c'est la mise sous tutelle des enfants Roms que l'on séparerait de leurs parents tziganes. La ségrégation raciale est présente, ils parlent à tout bout de champ de „criminalité tzigane”!

Il n'y a pas un organe, pas un tribunal pour rappeler les droits universels de l'Homme, la dignité humaine, pour exiger – en se conformant au Traité de Paix de Paris - l'interdiction de ce parti.

Alors qu' en 2008-2009 on a assassiné en Hongrie six personnes – dont un petit garçon de 5 ans, Robert Csorba – simplement parcequ'ils étaient nés Roms.

L'absence de nos communautés représentatives se manifeste aujourd'hui plus que jamais depuis 1945.

C'est ce qui caractérise les Roms hongrois, mais en fait aussi toute la communauté rom d'Europe de l'Est, c'est a dire plus de 12 millions d'etres.

Les possibilités de travail ont presque disparu, il y a des endroits ou le chômage est de cent pour cent.

Sur proposition de l'extreme droite, le gouvernement Orbán a pour ainsi dire détruit le systeme des prestations sociales. De grandes masses vivent en assujettissement, surtout dans les campagnes.

On dispose de moins d'un euro pour subvenir aux besoins quotidiens. La misere, en de nombreux endroits, a pris des proportions inouies.

En ces temps-ci, en hiver, c'est encore plus dur, la faim, avec le froid, jour apres jour, et ajoutez a cela le mépris qui nous entoure.

Les 23 dernieres années ont mis pratiquement au ban de la société les communautés de Roms. Ils n'ont pratiquement nullepart la possibilité de donner un autre cours a leur sort.

Les partis figurant au parlement n'attribuent quelqu'importance a nos communautés qu'au moment des élections.

Le monde de la finance nous évite de loin.

Le troisieme pouvoir, celui des média, oeuvre lui aussi contre nous.

Au cours des 60 dernieres années, les Roms n'y ont été visibles qu'en deux domaines: les rubriques policières et les programmes musicaux, ou, naturellement, meme a la loupe, vous ne pourriez trouver des Roms parmi les réalisateurs. Et de nos jours, la situation reste inchangée.

Et cela, malgré un projet viable que nous avons pu élaborer en 2005 avec le Fonds Rom pour la Production Artistique. Nous avons réussi a y former quelques Roms, et a les introduire dans le monde médiatique...mais actuellement nous assistons a „la détzigatisation” totale des média publics.

Dans les média, quand il s'agit de nous, tout se fait sans nous.

La presse écrite et électronique de la droite met a profit l'ambiance hostile aux Roms pour élargir son influence. Et malheureusement on doit constater que le part minuscule de la média resté aux mains de la gauche n'excelle pas vraitant, et peut-etre bien que sa volonté non plus n' est pas vraiment excessive pour équilibrer les choses.

Il se peut aussi que cette situation provient du fait que les média publics ont été totalement centralisés au cours des deux dernieres années, tant par la loi que financièrement. Ceux qui osaient parler ont été renvoyés de partout. Seuls des „soldats” appartenant a la droite sont restés aux postes de commande. L'autocensure, l'intimidation des journalistes est pratique courante, le pouvoir joue habilement avec les faiseurs d'opinion.

Les grandes chaines commerciales craignent eux aussi, ils ne veulent guere affronter ce pouvoir qui a remporté les deux-tiers aux élections.

Les véritables nouvelles politiques ont cessé d'exister a la radio, a la télévision, les bulletins d'information se bornent aux accidents et aux affaires policières.

Peu a peu, la liberté de la presse ne reste que souvenir.

Par contre, des groupes néonazis en uniforme peuvent déambuler dans les rues habitées par les Roms, cherchant a effrayer enfants et adultes. Le gouvernement laisse faire, il ne prend pas les mesures qui permettraient d'interdire ces gardes paramilitaires néonazies.

Parallèlement, le public n'est pas vraiment informé de ce qui se passe – telle est l'influence des extrémistes sur les organes de la presse écrite et électronique.

Je me permets de vous raconter un petit fait caractéristique. Lors de la procédure traitant des assassinats, l'un des accusés portant une croix gammée tatouée sur le cou avait répondu à la question du juge: comment faisiez-vous pour choisir vos victimes et l'endroit? par les propos: „nous nous sommes rendus dans les rues montrées à la télévision, là où on disait qu'il pouvait y avoir des problèmes avec les Roms.”

À mon sens, cela veut dire tout simplement que certains organes, certains journalistes ont une responsabilité complice dans ces crimes commis en série.

Sans parler du racisme quotidien qui corrompt, pourrit petit à petit la société, détruit la vie des gens.

Voilà ce qu'il en est aujourd'hui, en 2013, de la Hongrie. Nos instances représentatives sont aux mains des partis politiques, qui ne se font pas beaucoup de soucis, pourvu que le sort les serve bien: ils n'ont pas un mot contre ceux qui travaillent à animer les conflits racistes.

Au cours des deux dernières années, les médias publics ont mis à la porte une grande partie des journalistes expérimentés, dont ces quelques Roms qui n'avaient pas servi comme le voulait le pouvoir en place, et qui pensons sérieusement que la liberté de la presse est le fondement de la démocratie.

L'anticommunisme en Finlande et dans les pays baltes (résumé)

Lena Hulden, vice-Présidente du Parti Communiste de Finlande

Finlande et pays baltes ont fait partie de l'empire russe, on peut donc y observer certaines ressemblances. Ainsi, le démantèlement de l'URSS a favorisé l'émergence du nationalisme et du capitalisme. Et avec ce dernier, l'accroissement des inégalités entre l'élite aisée et le reste du peuple. Pour y faire face, la gauche est très fragmentée et en son sein, les partis communistes sont marginalisés.

Les racines de l'anticommunisme remontent à 1917. Le pouvoir bolchévique reconnaît l'indépendance de la Finlande dès 1918. Ce qui va ouvrir une vague de répression et de terreur blanche qui fera 40.000 victimes. Il y aura même des tentatives de vendre des opposants emprisonnés comme esclaves dans les mines. Le Parti Communiste Finlandais est fondé à Moscou en août 1918. Il restera illégal jusqu'en 1944. Le PC estonien l'est en 1920 et restera clandestin jusqu'en 1924. Dans les années 30, le PC finlandais redevient illégal; des arrestations massives (dès 1923) amènent de nombreux militants à fuir en URSS. Des camps de prisonniers politiques sont ouverts. Les accointances entre la police et l'extrême droite paramilitaire sont évidentes. Le mouvement anticommuniste reçoit le soutien de la bourgeoisie et de l'église luthérienne. La presse communiste est interdite.

Lettonie et Estonie vont vivre les conflits violents entre partisans de la révolution et ceux des indépendantistes ; l'Estonie va même servir de base à des attaques contre Petrograd (qui deviendra Leningrad, puis Saint-Petersbourg). Dans les années 30, la crise économique va favoriser la montée des mouvements fascistes paramilitaires pour combattre les communistes qui entrent dans la clandestinité. En Lettonie se développent des mouvements antisémites. Les partis y sont interdits.

Durant la seconde guerre mondiale, la Finlande va s'allier avec l'Allemagne nazie. L'occupant recevant une aide des collaborateurs finnois dans sa chasse aux communistes. Les prisonniers russes seront particulièrement maltraités ; le taux de mortalité des russes est plus élevé dans les camps finlandais que dans les camps japonais. Les communistes finlandais n'obtiendront le droit de travailler qu'après la guerre. A ce moment, la Finlande devient une démocratie plutôt conforme.

Les pays baltes entrent dans le giron de l'URSS. Jusqu'au démantèlement de cette dernière. Ce qui va entraîner de profondes transformations dans les pays baltes. Tant en Lettonie qu'en Estonie l'anticommunisme va aller de pair avec la russophobie qui va se manifester contre les 20 à 25 % de citoyens d'origine russe qui se voient privés des droits politiques. La haine antirusse se manifeste par le refus d'être assimilé à l'histoire de l'URSS. Elle va même jusqu'à l'abandon pur et simple d'entreprises créées durant la période soviétique. Une profonde mutation voire la disparition complète des partis communistes s'opère très rapidement dans ces pays. Aujourd'hui, le terrorisme d'Etat s'est fait beaucoup plus subtil mais les mouvements populistes assimilables à ceux d'avant-guerre se sont tout aussi rapidement réactivés surtout à la faveur de la crise économique de 1980-1992.

Aujourd'hui, la Finlande connaît également un regain du nationalisme avec le Parti de Vrais Finlandais qui veut notamment limiter l'immigration, privilégier l'usage du seul finnois et s'oppose à l'art moderne. Il compte 39 députés. Les liens de ce Parti avec les groupes néo-fascistes et anticommunistes est avéré. L'anticommunisme s'apparente à l'antisoviétisme et le Parti Communiste étroitement associé à la répression stalinienne. Les fantasmes de l'infiltration communiste sont persistants. Des discriminations au travail à l'encontre des communistes existent toujours ; de même dans les syndicats. Elles touchent également le financement du Parti par l'Etat.

Racisme, populisme, antisoviétisme, crise économique... les moteurs de l'anticommunisme actuel ressemblent décidément très fort à ceux des années 30.

L'Europe occidentale face à la tentation totalitaire de la pensée unique

La « démocratie européenne » se fond dans le moule du néolibéralisme. La pensée unique s'accommode mal de la contestation. La crise est un « bon » prétexte pour mettre en péril les conquêtes sociales et démocratiques. Un contexte propice à la stigmatisation de la gauche alternative et de ses organisations et à la banalisation de l'extrême-droite et des nationalismes.

Un cas singulier : Chypre (résumé)

**Par Vera Policarpou, assistante parlementaire d'AKEL au sein de la Gauche
Unitaire Européenne au Parlement européen**

AKEL, Parti progressiste des Travailleurs a été créé par le Parti Communiste de Chypre en 1941, pendant la colonisation britannique de l'île, pour sortir de l'illégalité dans laquelle le maintenait le pouvoir colonial. En 2008, son secrétaire général, Dimitris Christofias a été élu Président de la République jusqu'en 2013. Retourné dans l'opposition, AKEL dispose actuellement de 19 députés sur 56 et de 2 députés européens sur 6 élus chypriotes.

Les politiques néolibérales mettent non seulement en cause les conquêtes sociales et la solidarité, elles entendent aussi confiner l'Etat dans un rôle de garant de la liberté des entreprises privées et des marchés. La démocratie a pour fonction de légitimer le pouvoir dominant. Le néolibéralisme, qui promeut les « meilleurs », les « plus innovants » « les plus méritants », pourrait être comparé au fascisme qui privilégiait la « sélection naturelle ». Cette idéologie est devenue la doctrine dominante de l'Union européenne.

Les discours contre le totalitarisme tentent de masquer une offensive très dure contre le communisme et contre les syndicats, bref ceux qui résistent au néolibéralisme ; alors que l'extrême droite qui, s'en accommode fort bien, fait l'objet de bien des complaisances. Cette tolérance est révélatrice du déclin démocratique de l'Union européenne qui se révèle aussi par l'instrumentalisation des « droits humains » pour justifier des interventions militaires qui constituent avant toute chose un soutien à la prospérité des industries d'armements. L'alignement de l'UE sur l'OTAN est patent. La militarisation de l'UE va de pair avec une réduction des aides aux pays en voie de développement ou leur détournement (ex. la Somalie qui a reçu un soutien financier pour son armement via le fonds européen de développement).

Le cas de Chypre est également révélateur de cette politique. Indépendante depuis 1960 - auparavant colonie britannique – le pays a dû garder des bases britanniques qui, lors de l'adhésion de la Grande Bretagne à l'UE en 1972, n'ont pas été reconnues comme faisant partie de l'Union. Chypre a été victime d'un coup d'Etat en 1974 suivi de l'invasion du nord de l'île par la Turquie qui occupe depuis, avec 40000 soldats, 38 % des quelque 10000 km² que compte le pays. Cela s'est fait avec la complicité des Britanniques et de la Grèce. A noter que les anciennes bases militaires britanniques, selon un protocole signé en 2004, ne sont toujours pas considérées comme ne faisant pas partie de l'UE...

AKEL doit sa popularité notamment au combat qu'il mène pour la réunification de l'île. Cependant, les efforts du président Christofias pour réunifier l'île n'ont pu aboutir. L'opposition du gouvernement turque a été déterminante ; de même que la passivité de l'UE dans cette affaire. Depuis 2008, le parti Elam, un parti nationaliste d'extrême droite émanation du parti grec Aube dorée, a fait son apparition pour non seulement combattre le communisme mais s'opposer y compris par la violence à toute réunification de l'île.

Espagne : pour une alternative sociale et anticapitaliste à la crise, par la troisième république.

**par Paco Frutos,
ancien secrétaire général du Parti Communiste d'Espagne, ancien député**

Avant d'aborder le sujet qu'il m'a été demandé de développer : « Résister à la crise et aux tentations nationalistes », je désire dire quelques mots à propos de l'ensemble du débat « Europe, la peur du rouge, démocratie en péril ».

La comparaison entre le fascisme et le communisme a pour objectif unique de discréditer totalement le communisme et ceux qui s'en revendiquent pour qu'en aucun cas, dans la tête des gens, ce ne soit une alternative possible. Ils le veulent mort et enterré, sans possibilité de relever la tête. Et ce malgré le fait qu'au début de la crise, Marx, et ce qu'il représente, a acquis une audience inhabituelle, alors que les pouvoirs politique, économique et médiatique l'ont aussitôt limité à une analyse purement académique, comme s'il s'agissait du vieux Platon.

Au contraire, ils maintiennent le fascisme vivant sous ses diverses formes : mou, dur, « pacifique » ou violent parce que cela fait partie de l'ADN du capitalisme. Le capitalisme veut toujours nier la conscience critique et la participation populaire dans les décisions économiques, culturelles, politiques ; confinant le citoyen à voter périodiquement pour une démocratie « représentative » chaque fois plus vide de contenu social, humain et idéologique à caractère démocratique et égalitaire. Ils poursuivent et interdisent l'idéal socialiste et communiste mais tolèrent, quand ils ne les protègent pas, les courants fascistes, comme on le voit en Grèce avec le parti Aube Dorée et dans d'autres pays d'Europe. L'extrême droite reste toujours la réserve du capitalisme quand il n'est plus capable d'imposer « son consensus » et liquide la pensée collective et toute alternative qui n'est pas le néolibéralisme et la pensée unique.

C'est de cette façon que ça se passe en Europe et dans chacun de nos pays avec différentes nuances. Au sein de l'Union européenne, le néolibéralisme et la pensée unique prédominent déjà en tout ; ce n'est pas seulement un danger. Le capitalisme c'est la crise, le militarisme, le pillage des ressources, les guerres. De la même façon, l'UE suit au pied de la lettre les mandats des Etats unis qui sont la tête de l'empire, fait la guerre en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, en Lybie et en Syrie et ailleurs. Ils veulent dominer l'Afrique, imposer leur politique en Amérique latine. La France, avec Sarkozy ou Hollande, entre autres, est un exemple de ce que je dis et le silence de la gauche est assourdissant.

Passons à l'Espagne. En Espagne il y a une démocratie représentative bipartite avec des groupes nationalistes conservateurs en Catalogne, et au pays Basque, moins en Galicie. La législation électorale favorise le parti populaire et le parti socialiste espagnol, ainsi que les partis nationalistes de droite où ce qu'on appelle le centre gauche, qui n'ont pas grand-chose de gauche car, comme les nationalistes conservateurs, ils défendent une vision réductrice et linéaire de l'histoire basée sur une identité collective et nationale mythologique. Tous ces partis là participent à une conception européenne et mondiale identique : globalisation, marché, privatisation, guerres, bien que ceux du centre gauche donnent à tout cela une touche sociale. Dans la dernière période, nous avons assisté à l'émergence, spécialement en Catalogne, d'une curieuse consigne : « pour faire front à la crise, l'indépendance », derrière laquelle on trouve la droite, ceux qu'on appelle le centre gauche et la gauche. Ils ont amené avec eux une partie considérable de la classe populaire « victimisée » face à la perversité d'une Espagne qui vole les Catalans. La droite nationaliste qui fait la même politique que le PP ne parle pas de classes des possédants, sinon d'une identité abstraite, utilisant un langage qui n'est pas combattu et est même parfois assimilé, par le reste de forces politiques et syndicales. En Catalogne, les grandes mobilisations contre les mesures d'austérité et les privatisations, qui entament le chemin de la dénonciation et de la protestation en Espagne sont passées au second plan face à l'offensive nationale -indépendantiste. Il y a de fortes mobilisations à Ma-

drid, à Valence, en Andalousie, largement soulignées par le mouvement « 14N » (les indignés) qui ont continué dans beaucoup d'endroits et spécialement à Madrid contre la vente des hôpitaux et des centres de santé, la privatisation de la santé publique et de l'éducation. Il y a une réaction mais pas suffisante et malheureusement elle n'est pas accompagnée de la poursuite du mouvement « 14N » dans toute l'Europe. En Espagne, on doit défendre de fond en comble chacun de nos droits historiques conquis par le mouvement ouvrier et populaire. On doit défendre ce qui est le plus concret, en s'unissant stratégiquement pour une alternative de changement social.

Ni en Espagne ni dans l'ensemble de l'Europe il n'y a de solution de fond dans le cadre du capitalisme. Maintenant avec les mesures d'austérité, ils veulent réduire tous les droits économiques, sociaux, syndicaux et politiques. On recule dans le domaine salarial, de l'emploi, des services publics. La crise du capitalisme est structurelle, elle n'est pas épisodique ou conjoncturelle. Les crises économiques ainsi que les guerres, l'occupation et le pillage des pays font partie du capitalisme. Plus vite le mouvement ouvrier, populaire et intellectuel en prendra collectivement conscience, plus vite on sera capable de faire face à la situation pour empêcher la réduction des conditions de vie et de travail ; récupérer les droits perdus et défendre une alternative au type d'économie du « régime » actuel, basé sur une consommation irrationnelle, sur une exploitation inhumaine sans contrôle de la destruction environnementale et dans la fabrication et vente d'armement et guerres. En Espagne on a une tâche double : isoler et battre le PP, battre le bipartisme, fortifier une alternative de gauche avec une volonté de gouverner sans être la marionnette de personnes et élever l'état d'autonomie dans un état fédéral et républicain, la 3^{ème} république.

Les nationalistes entraînent le peuple dans des aventures qui ne sont jamais positives ; à la recherche de coupables. Cela contribue à la division et aux affrontements au sein de la classe qui vit de la vente de son travail manuel et intellectuel ; pour le seul fait d'être séparé par des frontières artificielles qui importent peu à la droite car ses intérêts et les moyens qu'elle utilise pour s'imposer ne connaissent pas de frontière. Quand, face au capitalisme, à la globalisation et sa phase la plus brutale, le néolibéralisme, il ne peut y avoir une partie de la gauche qui s'acharne à la division et à l'affrontement entre les travailleurs. Que ce soit en Espagne ou en tout autre endroit, c'est un suicide de classe de contribuer au maintien du régime actuel.

Aujourd'hui, plus que jamais, le mot d'ordre « Travailleurs de tous pays, unissez vous ! » reste d'une grande actualité.

La peur du rouge : un point de vue syndical (résumé)

Par Angelo Basile, secrétaire général adjoint de la MWB- FGFB

Le sujet abordé est provocateur dans la mesure où l'on ne cesse de nous dire que le système capitaliste a gagné, qu'il n'y a pas d'alternative. Dès lors, de quoi ont-ils donc peur ?

On sait ce qui est advenu des syndicats sous l'ère Thatcher en Grande-Bretagne... En Grèce, le responsable du syndicat des métallos avec qui nous avons des contacts va se retrouver au Tribunal parce qu'il avait pris la tête d'un mouvement de protestation où les travailleurs n'avaient plus été payés depuis... six mois.

Et chez nous. Nous n'échappons pas aux mesures qui rendent les luttes de plus en plus pénibles. Dans les années 80, la législation du travail a multiplié les sous-statuts qui font qu'aujourd'hui dans les entreprises la force de travail est morcelée et donc très difficile à mobiliser. C'était une façon de limiter les droits syndicaux.

L'accélération de l'internationalisation du capital aboutit à ce que les syndicats doivent négocier avec... des fantômes. Combien de fois, les sidérurgistes de Liège et de Charleroi ont-ils vu monsieur Mitall ? Le droit de grève est lui aussi remis en question. A la pression exercée pour que l'on assure un service minimum en cas de grève dans les services publics, il faut aussi constater l'immixtion de plus en plus systématique des tribunaux civils dans les conflits sociaux parce que la sacro-sainte propriété privée serait menacée ; d'où les lourdes astreintes à l'encontre des grévistes.

La politique des « convergences » imposée par l'UE, notamment dans le domaine des salaires a également provoqué l'encadrement strict des négociations salariales. A tel point que depuis 6 ans, l'augmentation des salaires qui a pu être arrachée n'aura été que de 0,3 %. Autant dire zéro ! Ce blocage dans les négociations touche aussi d'autres domaines concernant la formation, les groupes à risques... Quant à l'index, il est tellement manipulé ou « adapté aux nouveaux comportements des consommateurs » qu'il préserve de moins en moins le pouvoir d'achat. Celui-ci est d'ailleurs aussi sacrifié sur l'autel de la compétitivité puisqu'en son nom, on s'attaque directement aux cotisations sociales, c'est-à-dire au salaire différé des travailleurs.

Sous prétexte de lutter contre l'endettement, ce sont principalement les dépenses sociales qui trinquent : limitation et exclusions des droits des chômeurs, réductions des dépenses culturelles, de santé...

Bref, on se demande de quoi on peut encore parler dans les commissions paritaires ; et quel est l'avenir pour la concertation sociale jusqu'ici présentée comme un modèle dans notre pays ?

Parallèlement à ces attaques contre les conquêtes, une intense offensive est menée via les médias pour si non criminaliser du moins ringardiser les organisations syndicales auprès de l'opinion publique. Il est pourtant urgent de transformer les luttes défensives de ces dernières années en luttes pour un changement profond de la politique.

La Peur du Rouge : état des lieux en Belgique¹

par François D'Agostino, membre du Bureau Politique du Parti Communiste Wallonie-Bruxelles

Dans le cadre du séminaire européen « La Peur du Rouge en Europe : démocratie en Europe », organisé conjointement par le Progrès, l'ACJJ, LE PGE et le PC, j'ai été chargé d'assumer la contribution du Parti Communiste Wallonie-Bruxelles, dans cette troisième séance intitulée « L'Europe Occidentale face à la tentation totalitaire de la pensée unique ». Je vais donc vous exposer mon point de vue sur la situation des luttes en Belgique, les difficultés rencontrées par la gauche de transformation, ainsi que sur quelques pistes qui, à mon sens, devraient être abordées pour sortir de la crise généralisée que nous connaissons. Je ne ferai donc pas un exposé détaillé sur l'anticommunisme « historique » en Belgique, et je vous renvoie donc aux travaux d'historiens tels Jules Pirlot, José Gotovitch², et Rudi Van Doerslaer, entre autres.

Au mois de septembre 2012, un représentant du patronat flamand, Luc Bertrand, se demandait si le gouvernement Di Rupo ne menait pas la Belgique « vers un modèle marxiste »³ ! Au-delà du caractère proprement grotesque du propos (la chasse aux chômeurs, la destruction en cours de ce qui reste de services publics, les cadeaux fiscaux,..., tout cela ne ressemble pas vraiment à un paradis des travailleurs), ce propos est symptomatique d'une peur encore bien ancrée au sein de la bourgeoisie, tant au nord qu'au sud du pays. La peur de voir les couches subalternes réclamer des comptes... On appréciera la réponse d'un responsable socialiste, le sénateur Ahmed Laaouej, déclarant que le holding de l'intéressé ne payait que 0,016% d'impôt, et que la Belgique était loin d'être un enfer fiscal. Belle désinvolture... et belle illustration de la soumission du parti socialiste au dogme néolibéral !

En ce moment, alors que le capitalisme connaît une crise profonde, qui n'épargne aucun pays en Europe, la Belgique ne fait pas figure d'exception et voit l'application de mesures drastiques d'austérité : chasse aux chômeurs, destruction méthodique des services publics (voir les déclarations de Paul Magnette à ce sujet), etc. Tout cela additionné à une fiscalité injuste, privilégiant les détenteurs du capital au détriment des travailleurs (intérêts notionnels, pas d'ISF...) devrait offrir un débouché important à la gauche radicale. Pour l'instant, c'est loin d'être le cas...

Pointons tout d'abord le rôle des médias. Les journaux de « référence » (Le soir, La Libre...) comme les chaînes de radio et de télévision témoignent souvent d'un mépris souverain pour les alternatives progressistes et les combats des travailleurs. A chaque grève ou action syndicale, nous avons droit à des éditos déchainés contre le droit de grève, à des miros trottoirs qui n'englobent généralement que les avis des gens défavorables aux actions menées, etc. Toute remise en question de la construction européenne réelle est vue au mieux comme une lubie, au pire comme une dérive populiste. Le terme est éloquent, lui qui arrive à faire des aspirations populaires un épouvantail. On se souviendra du texte d'Yvon Toussaint dans le Soir, comparant de manière scandaleuse Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen dans le Soir, ou encore les reportages haineux sur le Venezuela d'Hugo Chavez ou Cuba... La liste n'est pas exhaustive. On peut vraiment parler de formatage de la pensée, et d'anesthésie du sens critique. Il va sans dire que ce genre de propos est partagé aussi bien par les tenants du patronat que par des politiciens de droite comme de « gauche », tant au nord qu'au sud de la frontière linguistique. Et il faut bien dire que ça affecte également les travailleurs. Dans l'enseignement, la caricature est aussi de mise, et une fois

¹ Ce texte est une version retravaillée de notre intervention lors du colloque « La Peur du Rouge en Europe », le samedi 19 janvier 2013.

² Voir PIRLOT (J.), *Julien Lahaut vivant*, éditions du Cerisier, 2010, et GOTOVITCH (J.), *Du communisme et des communistes en Belgique. Approches critiques*, Aden, 2012, e.a.

³ Voir La Libre Belgique en ligne, *Bientôt marxiste, la Belgique ?*
<http://www.lalibre.be/economie/actualite/article/763056/bientot-marxiste-la-belgique-patrons-flamands-et-ps-en-guerre.html>

encore, nous pouvons voir l'amalgame fallacieux entre nazisme et communisme. Concernant l'histoire de la seconde guerre mondiale, le rôle de l'URSS est minimisé, de même que celui de la résistance et des communistes.

Outre cela, il serait dangereux de sous-estimer le danger que représentent l'extrême-droite et les groupes fascistes dans notre pays. En Wallonie et à Bruxelles, des groupes tels que Nations ou le Parti Populaire n'ont certainement pas exprimé tout leur potentiel de dangerosité, et l'approfondissement de la crise, ainsi que le rôle anti-démocratique joué par les partis au pouvoir peuvent accentuer ce danger, surtout quand nous voyons à quel point la rhétorique xénophobe, réactionnaire et fascisante peut infecter les partis traditionnels.

Cela étant posé, il serait trop facile d'expliquer les difficultés rencontrées par la gauche de transformation uniquement par une campagne de dénigrement. Les problèmes rencontrés sont plus complexes que cela.

Tout d'abord, il n'est pas inutile de pointer l'atomisation des forces de la gauche critique. Ensuite, et ce problème n'est pas neuf, le mouvement ouvrier en Belgique n'a que trop rarement fourni un cadre propice à une réflexion en profondeur sur la stratégie globale à adopter, sur les spécificités de la Belgique comme terrain de la lutte de classes, sur les questions économiques, idéologiques... Nous ne voulons pas dire que de telles réflexions n'existent pas, mais elles sont restées le plus souvent confidentielles, ou n'ont pas été utilisées de manière efficace pour être traduites en politique. Le poids important de la social-démocratie, particulièrement en Wallonie, et le système électoral que nous connaissons ont souvent cantonné le reste de la gauche (et je pense essentiellement ici au mouvement communiste) à un rôle d'aiguillon, ou de protestation, sans réellement se penser ni s'organiser comme potentiel outil de conquête du pouvoir. Des expériences pourtant prometteuses comme l'Union Démocratique et Progressiste dans les années 70 n'ont pas débouché sur le long terme à l'émergence d'une force crédible et d'alternative pouvant dépasser les contradictions inhérentes au cadre dans lequel nous évoluons.

L'état de la conscience de classe est plus que préoccupant, et est lié aux points évoqués ci-dessus. Mais il est à parier que les événements récents dans le pays (fermetures à répétitions, licenciements massifs, réformes scélé-rates des mécanismes de sécurité sociale...) vont aiguïser les contradictions. Cela étant, si un relais politique crédible, « armé » théoriquement, apte à transformer ses propositions en mesures concrètes, et menant une véritable action d'éducation populaire, fermement ancré dans le monde du travail n'est pas présent, les changements nécessaires ne suivront pas, et la crise s'accroîtra. Il est donc urgent de penser sans dogmatisme, mais sans rien renier des réflexions et processus antérieurs de transformation révolutionnaire de la société, un projet pour un socialisme au 21^e siècle. Cela passera évidemment par un long travail théorique, qui, selon nous, ne saurait faire l'économie d'une redécouverte et d'une appropriation créatrice de la pensée marxiste, dans laquelle les travaux de gens comme Antonio Gramsci ou Michel Clouscard nous semblent fournir une base sérieuse.

Les tâches qui nous attendent sont gigantesques et prendront du temps. Le travail doit cependant être lancé de toute urgence. Cette intervention est une modeste invitation et contribution à ce processus.

Table des matières

Page 3	Introduction
Page 4	1^{ère} partie - Approche des enjeux de l'anticommunisme
Page 5	L'anticommunisme sous couvert de « conflit des mémoires », par Jean-Marie Chauvier, journaliste
Page 13	Anticommunisme et Racisme – frères dans l'esprit politique réactionnaire, par Wolfgang Gehrcke, membre du Bundestag Allemand, Groupe de Die Linke
Page 16	Au fait, les rouges font-ils encore peur ? par Patrice Cohen-Séat, avocat, membre du Conseil national du PCF
Page 19	2^{ème} partie - La question de l'anticommunisme et de l'extrême-droite en Europe de l'Est
Page 20	Le capitalisme et les fascismes sont engagés (résumé), par Attila Vajnai, Secrétaire général du Parti ouvrier de Hongrie 2006
Page 22	Nous sommes les Indiens de l'Europe, par Joka Daróczi János, journaliste, auteur de <i>Tatárszentgyörgytől</i> , court métrage retraçant les attaques criminelles récentes contre les Tziganes
Page 25	L'anticommunisme en Finlande et dans les pays baltes (résumé), par Lena Hulden, vice-Présidente du Parti Communiste de Finlande
Page 26	3^{ème} partie - L'Europe occidentale face à la tentation totalitaire de la pensée unique
Page 27	Un cas singulier : Chypre (résumé), par Vera Policarpou, assistante parlementaire d'AKEL au sein de la Gauche Unitaire Européenne au Parlement européen
Page 28	Espagne : pour une alternative sociale et anticapitaliste à la crise, par la troisième république. par Paco Frutos, ancien secrétaire général du Parti Communiste d'Espagne, ancien député
page 30	La peur du rouge : un point de vue syndical (résumé), par Angelo Basile, secrétaire général adjoint de la Centrale des Métallurgistes de la FGTB
page 31	La Peur du Rouge : état des lieux en Belgique, par François D'Agostino, membre du Bureau Politique du Parti Communiste Wallonie-Bruxelles